

## LE DISQUE COMPACT DANS LA FRANCOPHONIE DU SUD

By Suzanne Richer

**Abstract:** Recent statistics indicate that the telecommunications networks in Francophone developing countries prove to be barriers instead of facilitators to the flow of information (prohibited tariffs, lack of equipment, electricity problems, interconnexion to international nodes, etc.) The CD-ROM technology offers a modern answer to the information needs of all types of institutions and their users. Furthermore, it is proven that developing Francophone countries could become avid CD-ROM producers in the coming years.

Dès la mise en place de ses programmes, la Banque internationale d'information sur les États francophones (BIEF) s'est engagée à diffuser ses produits vers le Sud "sur des supports facilement transportables" pour répondre aux directives de la Conférence des chefs d'État et de Gouvernement des pays ayant en commun l'usage du français (Sommet francophone) tout en respectant la compatibilité des infrastructures informatiques et télématiques du Sud. Afin de choisir pertinemment les supports de diffusion de sa banque de données bibliographiques, la BIEF a retenu, dès juin 1987, les services d'un groupe de 7 experts du Sud qui s'est vu confier la responsabilité d'inventorier les infrastructures d'accueil informatiques et télématiques des États membres. Les rapports des experts qui ont alimenté la rédaction de la première édition en 1989 des Profils géo-documentaires des États francophones exposaient les difficultés inhérentes aux infrastructures techniques de communication de même que les conséquences d'une tarification télématique prohibitive qui s'avère une barrière économique aux mouvements de l'information sur l'axe Sud/Nord de même que sur l'axe Sud/Sud. C'est ainsi que le support micrographique a été privilégié dès 1987 par la BIEF et qu'en 1991, les bases de données, bibliographiques et en texte intégral, ont fait leur apparition sur disque compact, la télématique étant toujours considérée peu accessible pour les raisons déjà énumérées.

Aujourd'hui comme hier, les statistiques répètent des faits et insistent sur des disparités étonnantes qui ne s'estompent pas. Les données qui suivent ne sont que des exemples. En Afrique noire on compte 2 téléphones par 1000 habitants; par contre, la seule ville de Tokyo, avec une population de plus de 8 millions, possède

plus de téléphones que l'ensemble des pays de l'Afrique subsaharienne. Une autre information en provenance de l'Union internationale des télécommunications (UIT) qui publie les taux des télécommunications indique qu'en Afrique, les tarifs sont toujours 2 fois, sinon 3 fois, le tarif américain ou européen. L'UIT insiste, par la même occasion, sur la désuétude des installations tout en essayant, dans le même foulée de convaincre les États mieux nantis de contribuer au financement du développement d'infrastructures modernes dans les pays en développement. La situation est telle qu'il devient inutile d'insister plus avant sur la présence de certaines prémisses essentielles liées à la disponibilité d'appareils téléphoniques et de lignes internationales surtout lorsque les bibliothèques et les usagers de services de banques de données en ligne souhaitent accéder à des informations distribuées par des serveurs éloignés.

Il est impératif que les plans nationaux de développement des pays de la Francophonie du Sud incluent, pour des raisons économiques évidentes, une politique d'information soutenue, entre autres, par une configuration performante d'un réseau national de communication faisant appel à des techniques informatiques et télématiques modernes soutenant le maillage de réseaux nationaux d'information sur des circuits domestiques et l'interconnexion aux grands réseaux internationaux. De nombreuses études effectuées par les grandes organisations internationales dont l'Unesco, soulignent certains développements dont l'introduction, de plus en plus rapide et de plus en plus fréquente dans les pays d'Afrique notamment en Afrique francophone, de technologies facilitant la transmission de données par paquets. L'introduction du protocole X25, dans plusieurs pays d'Afrique francophone par exemple, soutend la mise en place d'un véritable réseau opérationnel d'échange d'informations entre les institutions isolées. Il est évident que l'on assiste actuellement à une planétarisation des flux d'informations où l'informatique et les télécommunications, donc la télématique, joue un rôle essentiel. Le Programme intergouvernemental d'informatique (PII) de l'Unesco travaille activement avec ses partenaires du Sud à l'établissement d'un réseau informatique pour l'Afrique.

Suite aux recommandations de la Réunion d'experts sur le CD-ROM organisée par le PGI de l'Unesco et l'IFLA, à La Haye aux Pays-Bas, en juillet 1991, le professeur Gilles Deschatelets de l'École de bibliothéconomie et des sciences de l'information (EBSI) de l'Université de Montréal, a été retenu par le Programme général d'information de l'Unesco pour diriger une étude dont les objectifs sont (1) d'inventorier les infrastructures et les ressources en produits CD-ROM dans les pays en développement, (2) de préparer une base de données des organismes-sites et des personnes-ressources utilisant des produits CD-ROM dans les pays du Sud et (3) de préparer une base de données des organismes-facilitateurs qui éditent,

distribuent ou financent des produits CD-ROM dans et pour les pays en développement. Il est fort probable que l'étude indiquera l'avance des pays de la Francophonie du Sud dans ce domaine; ceci est le résultat des investissements et de la politique de renforcement des infrastructures documentaires de la Francophonie multilatérale réalisée par le biais du programme de l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT) qu'est la BIEF. Entretemps, il n'en demeure pas moins que la situation télématique dans le Sud demeure toujours difficile.

En 1986, la BIEF avait reçu le double mandat de dresser l'inventaire des informations bibliographiques concernant les États membres de la Francophonie et de leur restituer ces informations sur des supports facilement transportables.

Pour contourner le problème télématique, il fut décidé de diffuser la base de données bibliographiques sur microfiches et de fournir l'appareil de lecture aux unités documentaires qui n'en possédaient pas, tout en étudiant rapidement la rentabilité de transposer cette base de données et d'autres fichiers jusqu'alors diffusés uniquement sur imprimé, sur disque compact.

Il importe de saisir les finalités du grand catalogue multilatéral demandé par la Francophonie en faveur de ses États du Sud pour savoir qu'il est du mandat principal de la BIEF d'appuyer la création et la mise à niveau des catalogues nationaux et d'assister la production de bibliographies nationales rétrospectives et courantes. Ces activités sont d'ailleurs enchâssées dans les objectifs principaux de l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT), plus précisément au chapitre de l'appui aux structures documentaires du Sud.

La base de données bibliographiques sur microfiches est complétée, encore aujourd'hui sur demande, par la production de notices bibliographiques sur fiches cartonnées pour intercalation au fichier national d'un État. Un travail ponctuel d'extraction de notices bibliographiques, soit par télédownload à partir du disque compact ou encore selon des méthodes plus traditionnelles consistant à extraire des notices à partir de microfiches par exemple, contribue à la mise à jour des bibliographies nationales. Une opération de reconstitution des fonds nationaux est rendue possible grâce aux localisations accompagnant chaque notice et à l'engagement des pays du Nord envers le Sud en vue de favoriser la reproduction de documents primaires sur des supports compatibles.

L'introduction du disque compact dans les systèmes de la BIEF a permis non seulement de moderniser la gamme de services déployés à l'intention des partenaires du Sud, mais de les associer à la production de bases de données utilisant de nouvelles technologies. Le Sud a d'ailleurs été associé dès le début du

processus; la BIEF mettait sur pied, en octobre 1990, un groupe de travail ad hoc sur le développement d'un disque compact principalement pour sa base de données bibliographiques. Ce Comité comptait des représentants du Nord, du Sud, des organisations gouvernementales dont l'ACCT et l'Unesco. Cette initiation à un nouveau support médiatique a aussi pour effet de stimuler les experts du Sud non seulement à utiliser le support disque compact pour obtenir et dériver de l'information, mais aussi à exploiter ce support pour la conservation d'information et de documentation, notamment dans le domaine spécifique de la préservation de documents de bibliothèques et d'archives.

La BIEF a créé la collection CDthèque Francophonie et ensuite, elle a introduit des programmes de formation non seulement à la spécificité de ses banques de données, mais à la globalité des possibilités offertes par le support disque compact. Un de ces ateliers de formation se tenait, en mai 1992, à l'École internationale de Bordeaux; une vingtaine d'experts de la Francophonie du Sud ont bénéficié d'une formation déployée à leur intention grâce à une collaboration entre le PGI et la BIEF.

Quant à la CDthèque Francophonie, elle se définit comme un ensemble de fichiers spécialisés produits par les partenaires des réseaux BIEF. La volume 1 de cette collection dont la deuxième édition date de septembre 1992, comprend le premier et unique grand catalogue bibliographique collectif signalétique multilatéral des pays francophones (environ 28000 notices), le Répertoire des codes de localisation assurant la fourniture des documents, les Profils géo-documentaires du Sud, tableau signalétique des situations documentaires, informatiques et télématiques des pays du Sud membres de la Francophonie et le Fichier des sigles et des acronymes en usage dans la Francophonie (1900 entrées).

La base de données bibliographiques est un fichier source; la qualité des notices bibliographiques est validée en fonction du téléchargement direct dans des fichiers nationaux informatisés de notices identifiées selon des besoins liés à la constitution et à la mise à niveau des fichiers nationaux et des bibliographies nationales des États membres. Cette base de données est axée aussi sur le rapatriement du patrimoine national et elle contribue à optimiser l'exploitation des fonds documentaires existants en favorisant entre autres les activités d'échange et de partage des ressources documentaires, par le prêt entre bibliothèques Sud/Sud grâce aux codes de localisation des documents, encourageant ainsi la constitution de réseaux locaux tant informels et qu'officiels.

En fournissant aux établissements du Sud le lecteur de disques compacts nécessaire à l'utilisation de la CDthèque Francophonie, comme elle l'a fait dans le cas des lecteurs micrographiques pour la base de données sur microfiches, la BIEF

encourage aussi ces établissements à acquérir des collections sur CD-ROM et à les exploiter au bénéfice de leurs usagers. La formation aux CD-ROM est donc de ceux types: pour les catalographes et les gestionnaires de catalogues nationaux et de bibliographies nationales en fonction de la gestion des fonds nationaux et pour les professionnels de l'exploitation des collections en fonction des besoins des utilisateurs. Pour faciliter l'atteinte de ce deuxième objectif, la BIEF a mis au point un programme d'abonnement aux périodiques et aux répertoires (supports imprimé et disque compact) que l'on appelle dans notre jargon "Programme de participation 50/50" par lequel la BIEF rembourse sur présentation de factures officielles, 50% des coûts d'abonnements à des périodiques sur support imprimé ou CD et à des banques de données sur CD.

Il est évident que la littérature scientifique et technique en langue anglaise est actuellement la plus prolifique surtout sur support CD. Bien que la BIEF déplore cet état de choses, il n'est pas question de limiter de quelque façon que ce soit l'accès libre à l'information dans quelque langue que ce soit pour nos partenaires, car la BIEF aurait crainte en agissant autrement de contribuer à la création de ghettos documentaires. Il convient cependant pour la Francophonie, d'agir, non pas à contre courant dans cette situation, mais de développer des stratégies de diffusion de l'information produite par ces chercheurs en langue française en créant des réseaux similaires et complémentaires de diffusion de littérature surtout dans les domaines scientifiques et techniques. C'est ainsi que la BIEF a convenu avec le Programme général d'information (PGI) de l'Unesco de l'identification d'un site en Afrique francophone dans le cadre du programme de diffusion de littérature scientifique et technique en texte intégral sur CD-ROM et qu'elle encourage les bibliothèques de son réseau à profiter des offres liées à la diffusion d'information scientifique et technique sur CD proposées par des sociétés et des organisations comme le American Association for the Advancement of Science (AAAS).

Il est fort souhaité que les bibliothèques et centres de documentation du Sud mettent à profit toutes les possibilités de se doter de lecteurs de disques compacts et de banques de données (bibliographiques, en texte intégral, etc.) afin d'élargir les bassins documentaires qui sont à leur disposition et de contribuer ainsi à la réduction des barrières techniques et économiques qui freinent et gênent la circulation de l'information et qui entretiennent le sous-développement dans toutes ses expressions.

Il est prouvé du moins au sein de nos réseaux francophones que l'accès aux bases de données dans les bibliothèques contribue à l'exploitation maximale des fonds documentaires. Les données produites par le signalement et le dépouillement des

périodiques sont accessibles par l'indexation de sorte que les ressources souvent limitées ou confinées dans des régions ou encore dans des institutions fermées et exclusivement réservées à des élites se démocratisent en devenant, comme par magie, disponibles à des publics plus larges et aussi plus hétéroclites. Les utilisateurs en arrivent donc à exploiter efficacement les ressources documentaires et bibliographiques qui sont déjà à leur portée et dont ils ignoraient le potentiel réel. L'exploitation optimale de ces ressources est rendue possible par l'accès de type "index" que constituent les bases de données. La mise en valeur des collections existantes est rendue possible par l'intermédiaire des grands services d'indexation; et cet accès, toujours difficile par la télématique, est facilité par l'autonomie offerte par la technologie du disque compact. Des collections statiques se dynamisent, les fonds sont exploités et la fréquentation des bibliothèques est à la hausse et évidemment le degré de satisfaction des utilisateurs s'en ressent.

Alors que les barrières techniques et économiques imposées par la télématique et l'accès en direct aux bases de données étrangères n'ont pas permis aux grandes collections du Sud d'être dynamisées par cette forme d'accès, voilà que le disque compact apporte des solutions et surtout des clés d'accès.

À Dakar, par exemple, la bibliothèque de l'Université Cheikh Anta Diop, qui participe aux programmes de la BIEF, est abonnée à une collection fort imposante de banques de données sur CD ce qui lui permet de satisfaire les besoins ponctuels de ses utilisateurs qui découvrent le potentiel documentaire jusque là caché des collections de l'Université. Le contenu des périodiques jusqu'à maintenant non indexé le devient magiquement par l'intermédiaire des bases de données sur CD. La rentabilité des collections est donc augmentée proportionnellement au volume d'utilisation des ouvrages par les utilisateurs. La réputation de ce service déborde les frontières sénégalaises de sorte que depuis plusieurs mois déjà la bibliothèque universitaire, qui est aussi le Centre serveur régional BIEF, est sollicitée par des institutions étrangères africaines qui ont pris connaissance de l'existence de ce service de bases de données et qui souhaitent s'y raccorder pour le bénéfice de leurs clientèles immédiates. C'est ainsi que naissent les réseaux de partage; la BIEF a aussi épiqué son centre serveur régional, tout comme les 17 autres, d'un télécopieur ce qui lui donne toutes les facilités pour transmettre, à des partenaires ayant les mêmes technologies, des articles de périodiques par exemple, sans pour autant priver ses propres clientèles des documents qui autrement auraient fait l'objet d'une transaction de prêt entre bibliothèques internationale. Il est facile de comprendre que le support disque compact donne accès à des informations qui ne seraient autrement disponibles que par le biais fort peu rentable de la télématique.

Ce qui se profile dans un horizon for peu éloigné, du moins en Francophonie du Sud, concerne la création de bases de données nationales et de banques de données spécialisées sur disques compacts. Les premiers catalogues nationaux sur CD verront le jour en Côte-d'Ivoire, à Maurice, au Mali et dans la Caraïbe au cours des prochains mois; les travaux sont déjà amorcés en ce sens. À partir d'extractions de notices bibliographiques de la base de données de la BIEF, des télédéchargements vers des fichiers informatisés sont en cours; afin de protéger les catalogues nationaux d'une part et d'autre part de favoriser leur diffusion auprès de bibliothèques nationales étrangères, ces fichiers nationaux seront transposés, à la demande des autorités professionnelles et gouvernementales, sur disques compacts. En vue d'une action intégrée de rapatriement des fonds nationaux auprès des bibliothèques nationales, une action de conversation et de diffusion des thèses est en cours de réalisation assurant non seulement le recensement des thèses, leur saisie en texte intégral sur disque compact, mais surtout leur conservation et leur exploitation par les chercheurs de divers milieux dont les bibliothèques et les gouvernements. Et enfin, la BIEF étudie les possibilités de transposer sur disques compacts des bases de données africaines dont la diffusion serait optimisée par l'utilisation de ce support. Des négociations sont actuellement en cours avec des organisations gouvernementales nationales et internationales. Ces bases de données trouveront naturellement leur place au sein de la collection CDthèque Francophonie. À la demande de la Fédération des bibliothécaires, archivistes, documentalistes ces États membres de la Francophonie (FABADEF), la BIEF poursuit auprès des associations nationales d'archivistes, de bibliothécaires, de documentalistes et de muséographes des négociations visant la transposition, en texte intégral, sur CD de leurs bulletins professionnels; les associations nationales du Sud ont demandé cette intervention de la BIEF pour assurer la préservation de ces documents et encourager la diffusion et la promotion de la recherche dans le domaine de l'information documentaire et technique (IDT).

La BIEF évalue aussi les potentialités d'établissement d'un laboratoire de pressage de disques compacts dans le Sud.

L'efficacité et la rentabilité du support disque compact dans la Francophonie du Sud, et par extension dans l'ensemble des pays en développement, sont réels. Des analyses scientifiques réalistes permettent d'assurer un monitoring sérieux de l'évolution des environnements documentaires modifiés par l'introduction de ce médium qui, il est important de le souligner, est complémentaire à l'utilisation d'autres supports allant de l'imprimé à la télématique (lorsque l'infrastructure s'y prête) en passant par les microformes. L'accès, en mode autonome et local, aux informations bibliographiques et documentaires stockées dans les bases de données sur CD a comme conséquence directe l'optimisation réelle de

l'exploitation des collections dans les unités documentaires du Sud, car la base de données sur CD se transforme en index de ces collections qui autrement demeureraient sagement logées sur les étrangères des bibliothèques; ces collections dormantes s'éveillent pour le bénéfice des utilisateurs. Cette technologie du disque compact favorise l'utilisation maximale et économique des fonds documentaires et contribue aussi à réduire les barrières érigées par la tarification télématique qui demeure prohibitive dans la majorité des pays du Sud. On est donc en mesure de reconnaître une valeur rajoutée à l'investissement consenti pour le développement des collections dans le Sud, car la rentabilité économique de l'information est directement proportionnelle à la fréquence de son utilisation et au volume des transactions qu'elle engendre par sa mise en réseau tant au niveau national que régional et international.

### **Bibliographie**

1. Follow-up study of the costs of providing and operating international telephone service between industrialised and developing countries. Geneva, International Union of Telecommunication Union, 1990. 20 p.
2. Ivanek, F. et al. Manufacturing telecommunications equipment in newly industrializing countries: the effect of technological progress. Washington, DC., The World Bank, 1991. 44 p. (The World Bank Technical Paper No. 145).
3. Large, A. 1991. Le CD-ROM mis en contexte: comparaison avec d'autres supports. *Argus* 20(3): 13-17.
4. Nahl, Jakobovits, D. and C. Tanopir. 1992. Databases online and on CD-ROM: how do they differ, let us count the ways. *Database* 15(1): 42-50.
5. Nichols P. and S. Majid. 1989. The potential for CD-ROM technology in less-developed countries. *Canadian Library Journal* 46(4): 257-263.
6. Performance indicators for public telecommunications operators. Paris, Organisation for Economic Co-operation and Development, 1990. 182 p. (Information Computer Communications Policy 22).
7. Profils géo-documentaires des États francophones, compilé par C. Gendron. Ottawa, Ont., Banque internationale d'information sur les États francophones, 1989. 70 p.
8. Sussman, D. et J.A. Lent, eds. *Transnational communications: wiring the Third World*. Newbury Park, Sage Publications, 1991. 327 p.

9. Cluzel, R. et Y. Mentalechta. Approche pour la mise en place d'un réseau d'échange d'informations entre institutions en Afrique (RINAF). Paris, Unesco/PII, 1992.
10. Guidelines for a computer network interconnection of the African countries. Paris, Unesco/IIP, 1992. 13 p.
11. CD-ROM for international development; proceedings of a workshop, Geneva, 16-18 December 1991. Wageningen, Technical Centre for Agricultural and Rural Cooperation, 1992. 134 p.
12. Inventaire des CD-ROM dans les pays en développement. L'Écluse, volume 4, nos. 3/4, page 31.

Suzanne Richer  
Banque Internationale d'Information sur les Etats  
Francophones  
c/o Secrétariat d'Etat du Canada  
Ottawa, Ontario K1A 0M5  
Canada